

DGM

N° 61/CA du répertoire

N° 2004-68/CA3 du greffe

Arrêt du 05 septembre 2014

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

Affaire : QUIRINO ASSOGBA Frédéric

C/

PREFET DES DEPARTEMENTS DE  
L'ATLANTIQUE ET DU LITTORAL  
ET PRINCE ADJEVI ARNOLD

La Cour,

Vu la requête en date du 24 mai 2004, enregistrée au greffe de la Cour le 26 mai 2004 sous le n°672/GCS par laquelle monsieur QUIRINO ASSOGBA Frédéric, administrateur adjoint des biens de la succession de feu QUIRINO Lanhounmè Michel, a introduit un recours pour excès de pouvoir contre le préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral aux fins d'annulation du permis d'habiter n°2/863 établi le 26 février 2003 au nom de Prince Adjévi Arnold Camille ;

Vu la lettre n°2079/GCS du 02 juin 2004 par laquelle le requérant a été mis en demeure de payer la consignation légale ;


Vu la lettre n°2080/GCS du 02 juin 2004 invitant le requérant à régulariser sa requête par la formalité de timbrage ;

Vu la lettre n°2926/GCS en date du 09 août 2004, par laquelle le requérant a été invité à produire son mémoire ampliatif ;

Vu la lettre n°0341/GCS du 27 janvier 2005 mettant le requérant en demeure pour produire le mémoire ampliatif ;

Vu le paiement de consignation légale constaté au dossier par le reçu n°2912 délivré par le greffier en chef de la Cour ;

Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 remis en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 organisant la Cour suprême ;



Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême en vigueur au moment des faits ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'avocat général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant expose que suite à une assignation introduite aux fins d'annulation de vente, de revendication de droit de propriété et en déclaration de jugement commun, il avait adressé au préfet une requête en opposition à la mutation de nom, appuyée du jugement d'homologation n°148/87 du 07 juillet 1987, relativement à la parcelle objet du permis d'habiter querellé ;

Qu'il a été cependant surpris de recevoir la notification d'une assignation en référé avec signification de pièces dont le permis d'habiter objet du présent recours ;

Que son recours gracieux adressé au préfet pour demander l'annulation de ce permis d'habiter est resté sans suite ;

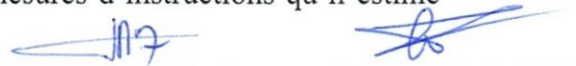
Qu'il vient solliciter de la Cour l'annulation du permis d'habiter en cause.

### **EXAMEN DU RECOURS**

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 51 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> 1990 organisant la procédure devant la Cour suprême « Le rapporteur dirige la procédure.

Il ordonne communication du dossier de l'affaire aux autorités compétentes s'il en est besoin.

Il procède à toutes mesures d'instructions qu'il estime nécessaires.



Il assigne aux parties en cause un délai pour produire leurs mémoires. Ce délai ne peut être inférieur à un mois sauf en cas d'urgence reconnu par ordonnance du Président de la Cour suprême, sur requête de la partie qui sollicite l'abréviation du délai. »

Que la même ordonnance dispose en ses articles 69 et 70 :

« article 69 : Lorsque les délais impartis par le rapporteur, prévus à l'article 51 se trouvent expirés, le greffier en chef adresse à la partie qui n'a pas observé le délai une mise en demeure comportant un nouveau et dernier délai.

« article 70 : Si la mise en demeure reste sans effet, la chambre administrative statue.

Dans ce cas, si c'est le demandeur qui n'a pas observé le délai, il est réputé s'être désisté et l'affaire est classée ; si c'est l'administration elle est réputée avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête.

Considérant que dans le cas d'espèce, la mise en demeure adressée au requérant par lettres n°341/GCS en date du 27 janvier 2005, après l'avoir invité par lettre n°2926/GCS du 09 août 2004 à produire son mémoire ampliatif, est resté sans suite ;

Que par conséquent il ya lieu de <sup>Conclure</sup> à un désistement de sa part.

**Par ces motifs,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur QUIRINO ASSOGBA Frédéric représentant la succession de feu QUIRINO Lanhounmè Michel, est réputé s'être désisté de son instance.

**Article 2** : L'affaire est classée.

**Article 3** : Les frais sont mis à la charge du requérant.

**Article 4** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties, ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.




Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA** conseiller à la chambre administrative ;

**PRESIDENT;**

**Etienne FIFATIN**

**Et**

**Etienne S. AHOUANKA**

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique de vacation du vendredi cinq septembre deux mille quatorze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Lucien A. DEGUENON**, Avocat Général ;

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Géoffroy M. DEKPE**

**GREFFIER ;**

Et ont signé :

Le président-rapporteur,



**Jérôme O. ASSOGBA**

Le greffier,



**Géoffroy M. DEKPE**